



La société civile pour la rEUnaissance

21 février 2019

thistimeimvoting.eu
#thistimeimvoting #EUCivilSociety



Comité économique et social européen



La société civile pour la rEUnaissance

La société civile entend jouer son rôle dans la perspective des élections européennes dont le déroulement est programmé du 23 au 26 mai. Le Comité économique et social européen (CESE) a organisé, le 21 février 2019, une manifestation intitulée «**La société civile pour la rEUnaissance**» afin de mobiliser ses membres et les organisations de la société civile à tous les niveaux.

L'événement a été animé par **M^{me} Shada Islam, directrice de la division «Europe et géopolitique» de Friends of Europe**, un laboratoire d'idées indépendant, aussi renommé qu'influent, établi à Bruxelles.

Comme l'a souligné **le président du CESE, Luca Jahier**, le but de ce rendez-vous était de «serrer les rangs» autour de l'Union européenne pour la défendre contre ces acteurs qui, tout en la détruisant, font mine de vouloir la sauver.

Sur ces vingt dernières années, les partis populistes ont triplé leurs résultats électoraux en Europe. Ils font partie du gouvernement dans 11 pays européens. Lors de leurs scrutins nationaux les plus récents, plus d'un quart des citoyens européens ont voté pour une de ces formations.

«Nous assistons aujourd'hui à une journée importante pour la démocratie. Dans ses remarques liminaires, le président Jahier s'est exprimé ainsi: Si, à un peu plus de 90 jours des élections européennes, nous sommes ici réunis, c'est pour nous poser cette question: aurons-nous le courage d'appréhender l'urgence de la situation?».

«La démocratie est attaquée. L'euroscépticisme, le racisme et l'antisémitisme prennent une ampleur qui est très préoccupante. Nos valeurs sont remises en question, et le droit d'œuvrer pour le bien commun n'est pas perçu comme la base même de notre action politique.»



Citant Francis Fukuyama, Luca Jahier a observé que les clivages qui se creusent et les revendications qui s'exacerbent en Europe comme partout dans le monde procédaient de plus en plus souvent d'une demande de dignité ou de reconnaissance, et se doublaient d'un retour en force des questions d'identité. À ces exigences vient s'entrelacer un vaste mouvement de narcissisme social, qui met à mal les notions de bien commun et d'esprit collectif.

Qu'est-ce que la rEUnaissance?

Luca Jahier a lancé ce mot d'ordre en avril 2018, lors de sa prise de fonction en tant que 32^e président du Comité économique et social européen (CESE). Il est en effet de plus en plus fermement convaincu de la nécessité pour l'Europe d'une nouvelle Renaissance. La Renaissance a été une puissante révolution humaniste de grande envergure, qui a restauré la véritable dimension de la culture dans son rapport à la science, à l'art du gouvernement et à l'organisation de la vie économique et sociale, et qui a jeté les bases du basculement de l'Europe dans la modernité.

Luca Jahier

Braquons les projecteurs sur les «voix du bien»: Forza Buoni!

Pour nourrir l'inspiration des représentants de la société civile organisée et stimuler leur prise de conscience, le président du CESE a décidé d'inviter à son rendez-vous les figures emblématiques de ce mouvement des «voix du bien», symboles de la démarche qu'il appelle la «rEUnaissance».



«Nous devons écouter toutes ces personnes dont les espoirs et l'opinion sont étouffés par la violence incessante des cris de ralliement. Déployant, jour après jour, des efforts persévérants pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leur communauté, elles constituent une majorité au sein de la population et sont trop paisibles pour chercher à faire la une de la presse à scandale.»

Forza Buoni, en avant les braves!, s'est exclamé Luca Jahier, paraphrasant des propos tenus par le président italien, Sergio Mattarella.

Entre autres porte-parole, le président du CESE a notamment invité **Greta Thunberg, la militante pour le climat**. Du haut de ses 16 ans, elle a su lancer, en moins de six mois et avec un courage et une détermination à toute épreuve, un mouvement en faveur du climat qui suscite l'adhésion dans le monde entier.

«Greta, tu as raison!», a lancé le président. «Greta, c'est la voix de notre conscience, de nos enfants. La meilleure manière de faire pièce à quiconque, aujourd'hui, s'oppose au projet européen sans rien proposer de concret est d'affirmer avec force que l'Europe a bel et bien une stratégie claire pour la prochaine décennie, à savoir le programme de développement durable à l'horizon 2030, fondé sur l'article 3 du traité sur l'Union européenne, voté et approuvé par tous.»

«Pour peu que tous les États membres et la société civile européenne y adhèrent résolument, cette stratégie donnera à l'Europe de demain la capacité de s'engager sur une trajectoire vertueuse de renouveau, économique, social, environnemental et institutionnel.»

L'heure ne doit être ni à la résignation ni à la dépression – et moins encore à l'exacerbation des peurs ou encore à l'envie, aux effets dévastateurs.

L'heure est au contraire venue de parier sur la vie, sur la capacité d'oser, de prendre des risques, de rêver. Et ce, non pas demain, mais aujourd'hui même! L'heure est à la responsabilité, aux convergences et aux alliances solides entre les forces les plus diverses.

L'heure est à une intelligence émotionnelle nouvelle, à l'innovation et à l'investissement – l'heure est à un pacte nouveau entre les forces productives, les générations et les territoires.

Face aux extrêmes, il nous faut – pour reprendre la formule récemment utilisée par Sergio Mattarella, le président de la République italienne –, favoriser l'émergence des «voix du bien».





Greta Thunberg

Nous ne luttons pas uniquement pour l'avenir des jeunes générations, nous nous battons pour l'avenir de tous

Dans le discours qu'elle a prononcé en réponse au président Jahier et devant **Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne**, Greta n'a pas mâché ses mots.

«Si nous faisons la grève des cours», a-t-elle déclaré, «c'est parce que nous avons fait nos devoirs: nous savons que la plupart des hommes politiques ne veulent pas nous parler. Parfait. Nous ne voulons pas leur parler non plus», a-t-elle tenu à dire devant un auditoire de décideurs politiques européens. Et de poursuivre:

«Nous voulons qu'ils s'entretiennent plutôt avec les scientifiques. Qu'ils les écoutent. Car nous ne faisons que répéter les propos qu'ils tiennent depuis maintenant des décennies.»

«Nous voulons que vous respectiez l'accord de Paris et teniez compte des rapports du GIEC. Nous n'avons aucune autre revendication. Unissons-nous derrière la science, c'est là notre seule et unique demande.»





Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a salué le plaidoyer porté sans relâche par Greta Thunberg et d'autres jeunes de sa génération, qui, depuis décembre 2018, ont réussi, par centaines de milliers, à attirer l'attention du monde entier et des gouvernements en organisant des grèves hebdomadaires pour le climat.

Dans le discours prononcé lors de la rencontre, le président Juncker s'est engagé à ce qu'au cours de la prochaine période budgétaire, 25 % des fonds de l'UE soient alloués à l'atténuation des effets du changement climatique. Le CESE a demandé que 40 % du budget de l'Union, au minimum, soient consacrés au développement durable.

Le président Jahier a réitéré son engagement envers la militante de 16 ans et les autres jeunes, originaires de toute l'Europe, qui l'ont accompagnée à Bruxelles et parmi lesquels figuraient Anuna de Wever, Adélaïde Charlier, Kyra Gantois, Luisa Neubauer, Josefiën Hoérée, Gilles Vandaele et Dries Cornelissens.



«Pour le bien de nos enfants, nous devons agir nous aussi. #Whateverittakes, nous aurons l'audace de construire une Europe durable. Nous promettons aujourd'hui de continuer à lutter pour une véritable #rEUnaissance.»
Le président du Comité européen des régions, Karl-Heinz Lambertz, s'est engagé dans le même sens.

Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, qui n'avait pu être présent, a souligné dans un message adressé au président et aux membres du CESE que «*nous devons être plus à l'écoute de nos citoyens si nous voulons apporter des solutions opérantes à leurs problèmes.*»

«*Les prochaines élections européennes revêtiront une importance cruciale, et j'invite chacun à aller voter. Par notre bulletin de vote, nous sommes à même de mieux faire entendre notre voix en Europe et de défendre cet espace de paix et de liberté que le reste du monde nous envie,*» a-t-il ajouté.





EESC PRESS
@EESC_Press

.@GretaThunberg meets young activists. After our rEUnaissance event she will be joining the march for #climate in Brussels

Follow @EU_EESC

! Ask your questions using #EUCivilSociety

Watch live: bit.ly/2Vd3XCF
youtube.com/watch?v=aEoE0w...



12:32 - 21 Nov 2019

Conférence de presse avec le président Luca Jahier et Greta Thunberg

Plus de 135 journalistes ont assisté à la manifestation et à sa conférence de presse. À la fin du mois de février, la venue de Greta au CESE avait fait l'objet d'un total de 700 articles.



Les représentants de la société civile expriment leur vision de l'avenir de l'Europe

Lors d'une table ronde avec des dirigeants d'organisations de la société civile, **Markus Beyrer, directeur général de BusinessEurope**, et **Luca Visentini, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES)**, ont tous deux insisté sur la nécessité



de défendre l'Europe. *«C'est ensemble seulement que nous pourrions compter sur la scène mondiale, et nous ne parviendrons à influencer sur la définition des priorités planétaires que si nous nous présentons en rangs unis»*, a déclaré M. Beyrer.

Luca Visentini a relevé, quant à lui, que les problèmes européens, de l'évasion fiscale des multinationales au changement climatique, en passant par le moins-disant social et les injustices

dans la société, nécessitent des solutions européennes, et pas seulement nationales. Il a ajouté qu'il conviendrait de nouer un nouveau contrat social, soutenu par des politiques économiques neuves, qui favorisent une croissance durable au profit de tous les citoyens, tout en respectant les principes dans le domaine du climat, de l'environnement et de la justice sociale, et en accordant la priorité aux besoins et exigences de la collectivité.

La secrétaire générale du CEEP, Valeria Ronzitti, a également appelé les partenaires sociaux et les organisations de la société civile à jouer un rôle pionnier dans l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui va s'avérer être un outil tellement efficace pour parvenir à un avenir durable. *«Tous ensemble, nous avons le pouvoir d'unir nos forces pour préserver l'économie sociale de marché. Je considère que cette démarche est la voie royale pour sauvegarder l'Europe que nous connaissons aujourd'hui et que nous voulons pour l'avenir»*, a-t-elle ajouté.

De même, **Luc Triangle, secrétaire général d'industriALL**, a insisté sur la nécessité de travailler à une convergence sociale vers le haut afin de regagner la confiance des millions de citoyens et de travailleurs de plus en plus enclins à voir dans l'Europe une menace plutôt qu'un atout.

«Nous nous devons de mettre en œuvre l'accord de Paris, de nous engager pleinement dans la transition énergétique et d'opter pour une économie neutre en carbone. Ces projets ambitieux doivent se doubler de politiques sociales claires et nettes.»

Conny Reuter, coprésident du groupe de liaison et secrétaire général de Solidar, a décrit sans ambages les voyants rouges qui s'allument. *«Nous constatons que l'Europe change de tout au tout. Nous ne voulons pas qu'elle tombe aux mains de dirigeants comme les Salvini, Orbán ou autres Kaczyński. Je ne suis pas un populiste. Je le dis parce que je suis inquiet: il y a le feu à la maison, et nous n'avons pas assez de pompiers pour l'éteindre»*, a-t-il martelé. *«Nous devons défendre les principes du vivre ensemble, de la vie en démocratie, du respect des minorités, de la quête de compromis démocratiques»*, a-t-il ajouté, en lançant un appel en faveur d'une nouvelle ère d'engagement civique, dans la ligne des objectifs de développement durable.

«Nous devons nous assurer que cette jeune génération pourra continuer à vivre sur un continent européen pacifique et jouir de la démocratie, assortie de droits sociaux et civils.» Et de renchérir: *«Par ailleurs, comme l'a dit Willy Brandt, nous ne pouvons pas tenir ces droits pour acquis: non, nous devons nous battre pour les défendre.»*

Annemie Driessens, présidente de COFACE Families Europe, a également plaidé en faveur d'une lutte énergique pour le respect des valeurs démocratiques fondamentales.





Un moment de joie

En l'honneur du président Jahier et de son appel à une rEUnaissance, la mezzo-soprano Valentina Volpe Andreazza et le groupe qui l'entoure ont interprété leur œuvre intitulée **Euphonia**, qui conjugue danse et musique en mêlant l'atmosphère post-industrielle à celle de la Renaissance. La troupe a présenté en première mondiale une œuvre composée par Marco Cazzuffi, «Vitruvian Europe».



Des orateurs inspirants prennent la parole



Enchaînant immédiatement sur cet intermède, **Eva Maydell, présidente du Mouvement européen international**, a salué le programme du président Jahier pour la rEUnaissance. «Il décrit dans une large mesure les missions qui nous incombent aujourd'hui: veiller à ce que l'Europe place le citoyen au centre de ses priorités et au cœur de notre continent, et qu'elle ne laisse personne de côté.»

Après l'intervention de Mme Maydell, d'autres orateurs inspirants ont pris le relais:

Sneška Quaedvlieg-Mihailović, secrétaire générale d'Europa Nostra: «Mettons la culture et notre patrimoine culturel commun à leur juste place, au cœur du projet européen. Je tiens à remercier Luca Jahier de lancer à la société civile et aux institutions européennes le défi de rêver de concert afin de marquer le début d'une nouvelle rEUnaissance pour l'Europe. Ce rêve, est-il utopique ou réaliste? Nous pensons que nous sommes capables d'en faire une réalité. La question n'est pas de savoir s'il nous faut plus ou moins d'Europe, mais comment nous pouvons unir nos forces pour faire de l'Europe un lieu de vie plus agréable, inclusif, beau et riche de sens pour les générations actuelles et futures.

Montrons au monde que notre Europe est un thème enchanteur, qui s'orne de belles variations, que l'Europe représente la joie, et non la peur. Mettons la culture, l'éducation et surtout notre héritage culturel commun à leur juste place, au cœur du projet européen.»

Anna Widegren, secrétaire générale du Forum européen de la jeunesse: «Nous avons constaté que les jeunes bénéficiaient d'une attention accrue et nous avons reconnu la nécessité de les inclure davantage. Je suis entièrement d'accord. Malheureusement, nous restons confrontés, à bien des niveaux, à une situation où des dirigeants semblent très enthousiastes pour cette inclusion de la jeunesse mais ne la traduisent pas dans les faits. L'objectif de l'Europe est de briser les barrières et de créer un monde meilleur, et les jeunes tiennent à participer à cette transformation de notre environnement.

Ils ont une vision très claire de la trajectoire européenne qu'ils veulent: elle doit être celle d'une Europe où leur sort ne risquera pas d'être moins bon que celui de leurs parents. Une Europe qui engage ses ressources de façon durable, où la gouvernance publique ne les exclut pas systématiquement et dans laquelle les droits de l'homme ne constituent pas un privilège réservé à une minorité. Une Europe où le pourcentage de parlementaires de moins de 30 ans ne se réduit pas à 0,5 %. Notre génération devra trouver des solutions à certains des problèmes les plus lancinants de la planète, comme le vieillissement de la population, la fracture sociale, le changement climatique ou les révolutions technologiques.

Tendons la main à nos jeunes, car ils veulent s'engager.»

La deuxième table ronde avec des dirigeants d'organisations de la société civile a mis en évidence la nécessité de trouver un nouveau paradigme



Jouni Nissinen, président du Bureau européen de l'environnement, a souligné que depuis 1970, l'humanité avait fait disparaître 60 % des populations animales, autrement dit trois animaux sauvages sur cinq, et que l'avenir que nous voulons pour l'Union européenne ne pourra devenir réalité que si nous résolvons la triple crise du changement climatique, de l'appauvrissement de la biodiversité et des produits chimiques.

Arnaldo Abruzzini, directeur général d'Eurochambres, Josef Středula, président de la Confédération tchéco-morave des syndicats (ČMKOS), et Véronique Willems, secrétaire générale de SMEunited, ont insisté sur la nécessité de répondre aux attentes des citoyens et d'apporter une réelle valeur ajoutée dans leur vie professionnelle et leur existence.

Katja Lehto-Komulainen, secrétaire générale adjointe de la Confédération européenne des syndicats (CES), a fait valoir que si le monde recelait nombre de dangers, l'un des plus redoutables était le silence des sages et l'incapacité d'agir.

«Nous voulons une Europe plus juste. Nous entendons par là de la démocratie, de la justice et des transitions équitables. Dans les faits, nous avons besoin de mesures qui contribuent réellement à des salaires plus équitables, à une convergence vers le haut et à des emplois de qualité.»

D'autres orateurs inspirants prennent la parole

Madeleine Kay, alias «EU Super Girl», est une super-héroïne qui se bat pour défendre l'Europe face aux fléaux du populisme, du nationalisme et de l'apathie et tente de véhiculer un message positif pro-européen et une vision stimulante pour l'avenir de l'Europe grâce à l'art, à la musique, à la littérature et au divertissement.

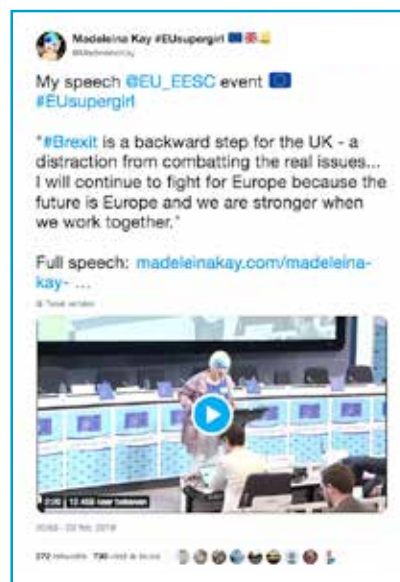


Madeleine Kay a fait observer que ces difficultés ne concernent pas que le Royaume-Uni, mais se retrouvent à travers toute l'Europe. Mettant en garde contre l'inaction, elle a invité au contraire à se saisir du Brexit afin de réfléchir aux changements nécessaires pour éviter que cette situation ne se reproduise dans d'autres États membres.

«En réalité, les gens ne comprennent pas à quel point l'Union européenne est indispensable à leur qualité de vie. Nous devons donc nous demander sur quels points nous avons failli et dans quels domaines nous pouvons faire mieux, pour changer la perception de l'Union européenne par les citoyens.»

Si les jeunes négligent de défendre l'Europe, a-t-elle insisté, ils livreront les clés du pouvoir aux populistes.

Voyant dans le Brexit une pierre d'achoppement pour la réalisation du rêve européen, elle a fait valoir qu'il détournait notre attention de la résolution des véritables questions, telles que l'éducation, les soins de santé, la justice pénale, la création d'emplois et l'ouverture de perspectives, le combat pour l'égalité, ou encore la lutte contre le changement climatique. *«L'avenir, c'est l'Europe, et nous sommes plus forts lorsque nous œuvrons ensemble»*, a-t-elle conclu.





La table ronde de clôture

La table ronde de clôture a réuni des présidents de Conseils économiques et sociaux nationaux, notamment **Tiziano Treu (CNEL, Italie)**, **Lalko Dulevski (CES, Bulgarie)**, **John Bencini (MCESD, Malte)** et **Carole Couvert (CESE, France)**.

Selon Tiziano Treu, la promesse européenne porte sur deux grands domaines: un modèle social équitable, qui offre des perspectives à tous les citoyens, et une croissance durable. Nous n'avons d'autre choix que d'investir davantage dans l'infrastructure sociale, les soins de santé, l'éducation et le logement.

«Rien n'existe sans une économie en état de marche. Les évolutions technologiques du futur peuvent nous offrir d'immenses possibilités, pour autant que nous parvenions à investir dans ce domaine grâce à des programmes communs», a-t-il ajouté.

Carole Couvert a fait écho à ces propos: «Nous ne devons pas seulement viser à plus d'Europe, mais à une meilleure Europe».

Lalko Dulevski estime que la reEUnaissance peut être considérée comme un retour aux valeurs humanitaires, combiné avec une ouverture à l'innovation. L'innovation doit être au centre de l'attention, car elle sera nécessaire pour préserver l'Union européenne.

Les vice-présidentes du CESE, Isabel Caño Aguilar et Milena Angelova, ont clôturé la séance de la matinée en mettant l'accent sur la campagne #cettefoisjevote. L'Union européenne a besoin d'être défendue. Notre force, c'est notre voix, notre vote, a déclaré Mme Caño Aguilar.



Séance de l'après-midi: les participants ont intégré sept ateliers sous forme de tables rondes

Durant cette même conférence du 21 février sur «**La société civile pour la renaissance**», le CESE a organisé sept ateliers thématiques qui, simultanément, se sont penchés sur des questions d'une importance déterminante pour l'avenir de l'Europe.

Les tables rondes, qui ont réuni quelque 230 personnes, ont donné aux membres du CESE et aux autres participants l'occasion de débattre des moyens de mobiliser la société civile dans la perspective des élections européennes. «Quelle Europe voulons-nous voir émerger de ces élections?»: telle a été l'interrogation fondamentale qui a sous-tendu toutes ces discussions.

Les ateliers ont porté sur les sujets suivants:

- **Pourquoi un environnement propice aux entreprises européennes bénéficie à tous les citoyens**
- **Comment renforcer l'UE en tant qu'acteur économique mondial**
- **Surmonter les inégalités: investir dans une Europe plus durable**
- **Un programme européen sur l'avenir du travail**
- **Valeurs européennes et droits fondamentaux: une clé pour l'Union européenne de demain**
- **Transformer la prochaine génération en citoyens européens grâce à l'éducation civique**
- **La paix et la culture, des outils pour renforcer le projet européen**

Les questions ainsi posées ont suscité des discussions animées entre les nombreuses organisations de la société civile qui ont pris part à ces débats, débouchant sur tout un foisonnement de contributions.

Dans l'ensemble, les intervenants se sont accordés à estimer que l'Europe devait progresser d'un cran dans la qualité de sa communication afin que tout citoyen puisse avoir conscience des avantages tangibles que lui apporte l'Union européenne et que ses grandes réussites soient mises en lumière.

D'autre part, l'Union doit aussi poser un regard critique sur certaines de ses politiques, dans un contexte dominé par la montée de la pauvreté et des inégalités, de concurrence internationale et de crainte quant aux conséquences d'une numérisation à grande échelle. Un appel a été lancé en faveur d'un nouveau modèle économique, qui soit plus viable et prenne pour balises les objectifs de développement durable.

La discussion a été particulièrement attentive à la nécessité de développer une identité culturelle européenne par l'éducation, afin d'encourager les Européens à s'approprier leurs identités multiples et de les aider à se rendre compte qu'ils peuvent être fiers de leur citoyenneté européenne sans trahir pour autant leurs racines locales. Parmi les thèmes récurrents qui ont été débattus, citons également le rôle essentiel que jouent les valeurs européennes dans la construction identitaire et l'impératif que constitue leur préservation alors qu'elles sont aujourd'hui menacées.

Les constats et conclusions de ces ateliers sont disponibles sur le site internet du CESE: www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/la-societe-civile-pour-la-renaissance





Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2019-29-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2019
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Print:
QE-04-19-235-FR-C
ISBN 978-92-830-4544-1
doi:10.2864/514999

Online:
QE-04-19-235-FR-N
ISBN 978-92-830-4543-4
doi:10.2864/677181

FR